



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHÉ N°MEAE_25062_DIL_MOE_CADN :
MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE (MOE)
POUR LES TRAVAUX DE RENOVATION DU BATIMENT 1 DU
CENTRE DES ARCHIVES DIPLOMATIQUE DE NANTES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**MAÎTRISE D'OUVRAGE
(MOA)**

Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères

Immeuble SPALLIS

2 Rue Michel Faraday

93200 Saint-Denis

France

Table des matières

ARTICLE 1 – Prescriptions générales.....	3
1.1 – Objet de la mission.....	3
1.2 – Présentation du CADN et du bâtiment 1.....	3
1.3 – Opération de rénovation du bâtiment 1	4
ARTICLE 2 – Intervenants	4
ARTICLE 3 –Généralités.....	5
3.1 – Eléments de mission	5
3.2 – Organisation du suivi de l'exécution	6
3.3 - Caractère acquis du niveau de qualité des prestations	7
3.4 - Non exhaustivité du descriptif des missions	7
ARTICLE 4 – Missions de maîtrise d'œuvre.....	7
4.1 – Etudes de diagnostic (DIAG).....	8
4.1.1 - Relevé et représentation graphique des ouvrages existants.....	8
4.1.2 - Relevé des désordres apparents	8
4.1.3 - Mission d'expertise technique/ investigations complémentaires.....	8
4.1.4 - Analyse technique du site	9
4.1.5 – Liste des documents à remettre à minima au maitre d'ouvrage	9
4.2 – Etudes d'avant-projet (AVP)	10
4.2.1 – Avant-Projet Sommaire (APS).....	10
4.2.2 – Avant-Projet Définitif (APD).....	10
4.2.3 – Dossier de PC et autres autorisations administratives	11
4.3 – Etudes de Projet (PRO)	13
4.3.1- Description non exhaustive	13
4.4 – Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT/DCE).....	15
4.5 – Visa des études d'exécution (VISA).....	17
4.6 – Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)	18
4.7 – Assistance aux opérations de réception (AOR)	20
Article 5. – Attentes environnementales	22

ARTICLE 1 – Prescriptions générales

1.1 – Objet de la mission

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de préciser les prestations relatives à la mission de Maîtrise d'œuvre pour la rénovation du bâtiment 1 du Centre des Archives Diplomatiques de Nantes (CADN), situé 17 rue du Casterneau à Nantes (44).

1.2 – Présentation du CADN et du bâtiment 1

Le Centre des Archives Diplomatiques de Nantes (CADN) est l'un des deux sites nationaux de conservation des archives du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Implanté au 17 rue du Casterneau, à l'est de Nantes, il conserve principalement :

- Les archives rapatriées des services extérieurs du ministère (ambassades, consulats, services culturels et de coopération) ;
- Des fonds historiques issus des protectorats et mandats français au Moyen-Orient ;
- Les archives intermédiaires des services du MEAE implantés à Nantes, ainsi que de la sous-direction des Visas du ministère de l'Intérieur.

Le bâtiment 1, situé à l'entrée du site, est central dans l'accueil du public et le fonctionnement du centre. Il comprend :

- Au rez-de-chaussée : une salle de lecture, un espace d'exposition et plusieurs bureaux ;
- Aux étages : des bureaux pour les agents ainsi que des magasins d'archives et de bibliothèque historiques, dont certains présentent des fragilités structurelles et des matériaux amiantés.

Le bâtiment accueille environ 20 agents, et il est ouvert quotidiennement au public (chercheurs, étudiants et particuliers) via ses espaces de consultation surtout, et ses espaces d'accueil de groupes et d'exposition. L'opération vise à sécuriser durablement ce bâtiment et à préserver ses fonctions mixtes.

Particularités du site :

- Site occupé par des agents du MEAE (direction des archives, direction du numérique) et ouvert au public (salle de lecture, espaces d'exposition)
- Présence d'archives patrimoniales sensibles
- Intervention en coactivité lors des relocalisations
- Conditions d'accès encadrées et soumises à autorisation
- Contraintes de confidentialité et de sécurité

Le maître d'œuvre veillera à intégrer ces contraintes dans les propositions techniques et dans le phasage.

1.3 – Opération de rénovation du bâtiment 1

Les principales spécificités techniques de l'opération sont les suivantes :

- **Désamiantage** : Présence d'enduits et matériaux amiantés dans les étages. Les intervenants devront justifier d'une parfaite maîtrise des enjeux de sécurité liés à l'amiante.
- **Structure** : Les planchers bois existants présentent une capacité porteuse limitée. L'objectif est de garantir une portance cible de 500 kg/m² (avec un objectif optimisé à 900 kg/m² sous conditions techniques et budgétaires). Le projet prévoit des renforts structurels ciblés, avec maintien maximal des structures existantes.
- **Sécurité incendie** : L'opération doit viser à une mise en conformité du bâtiment (5e catégorie ERP – présence de salle de lecture en RDC) et pourrait nécessiter un passage en commission de sécurité. Le maître d'œuvre préparera les dossiers nécessaires à cet effet.
- **Accessibilité PMR** : Des aménagements correctifs seront intégrés dans la conception (circulations, sanitaires, EAS, accès aux espaces ouverts au public).
- **La réorganisation des usages et espaces dans le bâtiment 1**
- **Relocalisation temporaire** : La maîtrise d'œuvre devra intégrer dans les études les contraintes liées à la relocalisation temporaire des agents et de l'accueil du public dans le bâtiment 3 pendant les travaux.

ARTICLE 2 – Intervenants

Maîtrise d'ouvrage (MOA) :

Le pouvoir adjudicateur est le maître de l'ouvrage pour le compte duquel les travaux sont exécutés. Le représentant du pouvoir adjudicateur est le représentant du maître

de l'ouvrage, dûment habilité par ce dernier à l'engager dans le cadre du marché et à le représenter dans l'exécution du marché.

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)
Direction des immeubles et de la logistique
Mission des Projets en France
Immeuble SPALLIS – 2 Rue Michel Faraday – 93200 Saint-

Site concerné : CADN, 17 rue du Casterneau, 44000 Nantes

Utilisateurs : Centre des Archives Diplomatiques de Nantes (CADN)

Autres intervenants :

- Contrôleur technique : désignation ultérieure par le MEAE
- Coordonnateur SPS : désignation ultérieure par le MEAE
- OPC : désignation ultérieure par le MEAE

ARTICLE 3 – Généralités

3.1 – Éléments de mission

Le maître d'œuvre se verra confier une mission de base conformément aux dispositions du livre IV du Code de la commande publique ainsi qu'une mission complémentaire de diagnostic

La mission de base est la suivante :

APS	Etudes d'avant-projet sommaire
APD	Etudes d'avant-projet définitif, y compris PC et autorisations administratives
PRO	Etudes de projet
ACT / DCE	Assistance pour la passation du contrat de travaux, y compris Dossier de consultation des entreprises
VISA	Visa des études d'exécution
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

La mission complémentaire est une mission de diagnostic (**DIAG**).

La mission OPC est exclue du périmètre de ce marché.

3.2 – Organisation du suivi de l'exécution

Des procédures rigoureuses seront mises en place :

- Une réunion de démarrage de la mission sera organisée par la maîtrise d'œuvre. Le compte-rendu de cette réunion de démarrage sera rédigé par la maîtrise d'œuvre et diffusé à l'ensemble des intervenants dans les 7 jours ouvrés suivant la date de la réunion de démarrage.
- Des réunions périodiques d'avancement avec la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre, dont l'organisation, le compte rendu et sa diffusion seront assurés par la maîtrise d'œuvre :
 - **En phase "études"** : tous les mois ou sur une autre périodicité suivant accord des parties lors de la réunion de démarrage de la phase études ;
 - **En phase "travaux"** : toutes les semaines ou sur une autre périodicité suivant accord des parties, lors de la réunion de démarrage de la phase travaux ;La diffusion des comptes-rendus des réunions périodique d'avancement devra se faire au plus tard, cinq (5) jours ouvrés suivant la date de la réunion en question.
- Des réunions techniques de mise au point du projet : la Maîtrise d'œuvre assurera l'organisation matérielle et l'animation de ces réunions, en fixant le calendrier et les ordres du jour. Les ordres du jour seront transmis pour accord et/ou demande de complément au maître de l'ouvrage au plus **tard cinq (5) jours ouvrés avant la réunion**. La Maîtrise d'œuvre établira et diffusera les procès-verbaux relatifs à chaque réunion.

Ces derniers devront notamment mentionner :

- Les modifications des plans et documents diffusés à l'occasion des réunions ou pendant les périodes intermédiaires,
 - L'avancement des prestations de la phase en cours par rapport au planning et les moyens mis en œuvre pour rattraper les retards le cas échéant.
- Des réunions de suivi des travaux : la Maîtrise d'œuvre assurera l'organisation matérielle et l'animation des réunions hebdomadaires de chantier, ainsi que des réunions spécifiques nécessaires au bon déroulement de l'opération et de mise au point avec les entreprises et autres acteurs du projet.

Chaque compte rendu ou procès-verbal de réunion sera adressé au Maître de l'Ouvrage ainsi qu'aux autres intervenants de l'opération, qui feront connaître par écrit leur accord ou leurs observations en vue de sa diffusion. En cas de désaccord, les points de divergences seront examinés au cours de la réunion suivante et les corrections portées en tête du nouveau compte rendu.

Diffusion systématique par le Maître d'œuvre et dans un délai compatible avec une éventuelle prise de décision, de tous comptes rendus, états mensuels d'avancement, rapports et documents techniques significatifs.

3.3 - Caractère acquis du niveau de qualité des prestations

Toutes les prestations du candidat jugées d'un niveau supérieur à celles du programme sont réputées acquises au maître d'ouvrage. Toute remise en question de ces modifications nécessite l'aval de ce dernier, après avoir été dûment informé par le Titulaire des conséquences des modifications apportées.

3.4 - Non exhaustivité du descriptif des missions

Le présent CCTP ne constitue qu'un minimum de prestations à réaliser. Les missions qui y sont recensées doivent effectivement être réalisées par le maître d'œuvre, qui ne doit pas s'y limiter.

De façon générale, le groupement est responsable de l'intégralité de la conception et de la réalisation des ouvrages.

ARTICLE 4 – Missions de maîtrise d'œuvre

Les missions suivantes sont confiées au maître d'œuvre :

- **Phase DIAG** : synthèse et compléments des diagnostics techniques existants
- **Phase APS / APD** : scénarios de réaménagement, options de renforts structurels, solutions techniques, analyse de faisabilité, intégration des contraintes fonctionnelles et réglementaires
- **Phase PC et autres autorisations administratives**
- **Phase PRO** : élaboration des plans d'exécution, pièces techniques, cadre de bordereau des prix, CCTP, etc.
- **Phase ACT / DCE** : analyse des offres, rédaction des rapports d'analyse
- **Phase VISA / DET / AOR** : visa des plans d'exécution, suivi de chantier, réception, DOE

Les développements suivants viennent compléter les dispositions du livre IV du code de la commande publique.

4.1 – Etudes de diagnostic (DIAG)

Les études de diagnostic permettent de renseigner le maître de l'ouvrage sur l'état des lieux de l'opération et ont pour objet de :

- Établir un état des lieux. Le maître de l'ouvrage a la charge de remettre à la maîtrise d'œuvre, tous les renseignements en sa possession concernant le site. La maîtrise d'œuvre est chargée, s'il y a lieu, d'effectuer les relevés nécessaires à l'établissement de cet état des lieux ;
- Procéder à une analyse technique sur la conformité des équipements techniques aux normes en vigueur, et aux règlements d'hygiène et de sécurité ;
- Proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants.

La mission complémentaire de diagnostic comprend deux volets :

- sur le bâtiment 1 : mise à jour et synthèse des diagnostics existants (amiante, structure, radon, empoussièrement, etc....)
- sur le bâtiment 3 : évaluation des conditions d'aménagement des zones devant accueillir temporairement des agents (zone centrale en RdC et local 133)

4.1.1 - Relevé et représentation graphique des ouvrages existants

Le maître d'œuvre complète les documents fournis par le maître d'ouvrage et établit ceux qui le concernent.

4.1.2 - Relevé des désordres apparents

Le maître d'œuvre constate la présence de désordres apparents affectant tout ou partie des ouvrages existants pouvant entraîner des difficultés et surcoûts dans la réalisation de l'opération envisagée.

Il en établit la liste et la description sommaire en indiquant leurs conséquences éventuelles. Il transmet cette liste au maître d'ouvrage.

Si la gravité et les conséquences des désordres constatés le justifient, le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage de confier, soit à lui-même, par avenant, soit à un spécialiste, une mission d'expertise technique.

4.1.3 - Mission d'expertise technique/ investigations complémentaires

Cette mission a pour objet de déterminer la gravité et l'évolution probable des désordres, d'en rechercher les causes et de proposer les options envisageables pour y remédier.

Si les conséquences techniques et financières de ces désordres sont susceptibles de remettre la réalisation de l'opération en cause, le maître d'œuvre en informe le maître d'ouvrage.

4.1.4 - Analyse technique du site

L'analyse technique s'effectue à partir de visites effectuées sur le site et avec le support des relevés d'état des lieux définis précédemment.

Le maître d'œuvre procède à l'analyse réglementaire et technique des installations au regard du futur usage du site. Il procède à l'examen de leur état général, constate les désordres ou anomalies localisés et examine la compatibilité avec les objectifs définis. Il définit la nature des solutions à apporter aux désordres constatés : modifications, réfection partielle ou totale, etc.

Analyse de l'état sanitaire des ouvrages :

Le maître d'œuvre analyse le dernier rapport de diagnostic amiante et plomb le plus récent et procède à une vérification de la conformité des analyses de l'état sanitaire des ouvrages existants.

Dans ce cadre, il recense les pollutions préalablement décelées.

Si l'analyse sanitaire fait apparaître la présence de pollutions ou de parasites, décelés ou non préalablement et dont l'éradication est rendue nécessaire par la législation, le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage de confier, par contrat séparé, soit à lui-même soit à un professionnel qualifié, l'établissement des investigations complémentaires nécessaires.

Il propose au maître d'ouvrage les dispositions générales à prendre, et procède à la rédaction du cahier des charges de curage.

Parallèlement, le maître d'œuvre propose les orientations répondant au préprogramme défini par le maître d'ouvrage par la réalisation d'une esquisse. Il établit des principes de solution de remise à niveau ou de réfection.

4.1.5 – Liste des documents à remettre à minima au maître d'ouvrage

- Un rapport de diagnostic permettant de renseigner le maître d'ouvrage sur :
 - L'état général du site en précisant notamment au regard de ses caractéristiques techniques, les ouvrages pouvant être conservés en l'état, ceux nécessitant une remise à niveau et ceux nécessitant un remplacement.

- L'état particulier de ses éléments constitutifs et d'équipement, notamment s'ils sont susceptibles de modifications ;
- L'éventuelle nécessité de confier des études complémentaires ou des travaux d'investigation au maître d'œuvre, par avenant, ou à des spécialistes habilités.

Ce rapport permet d'appréhender aussi complètement que possible l'ensemble des contraintes à prendre en compte pour la conception et la réalisation du projet.

- Formalisation graphique de la solution préconisée, présentée sous forme de plans des niveaux significatifs établis
- Note de présentation des principes architecturaux et techniques retenus
- Note sur les surfaces des différents niveaux
- Une estimation financière
- Un planning et plan de phasage
- Comptes-rendus de réunions avec le maître d'ouvrage portant sur les principales options prises à ce stade de la mission.

4.2 – Etudes d'avant-projet (AVP)

4.2.1 – Avant-Projet Sommaire (APS)

Les études d'avant-projet sommaire (APS) ont pour objet :

- De proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme fonctionnel et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées ;
- D'indiquer des durées prévisionnelles de réalisation ;
- D'établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées.

4.2.2 – Avant-Projet Définitif (APD)

Les études d'avant-projet définitif (APD) ont pour objet :

- D'arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage ainsi que son aspect ;
- De définir les matériaux ;
- De permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;

- D'établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés ;
- De permettre l'établissement du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de maîtrise d'œuvre.

Les études d'AVP (APS et APD) sont présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

4.2.3 – Dossier de PC et autres autorisations administratives

L'opération entrainera une modification partielle des volumes intérieurs des bâtiments 1 et 3. A ce titre, le maître d'œuvre devra :

- Etablir un dossier de demande de permis de construire ou toute autre autorisation d'urbanisme requise,
- Assurer le suivi des échanges avec les services instructeurs,
- Préparer les éléments nécessaires à une éventuelle présentation en commission de sécurité, si elle est jugée nécessaire par l'autorité municipale au vu du classement ERP du bâtiment

Le bâtiment 1, actuellement classé ERP de 5^{ème} catégorie, accueille en effet du public dans ses espaces de consultation et d'exposition. Le maître d'œuvre devra intégrer dans ses études les impacts réglementaires de ce classement, notamment en matière d'accessibilité, d'évacuation, de sécurité incendie et de conformité aux normes ERP.

4.2.3.1 – Le permis de construire (PC)

Le maître d'œuvre effectue toutes les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention du permis de construire ou à défaut des différentes autorisations administratives, constitue le dossier et assiste le maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations dans les délais convenus et pendant toute la durée de l'instruction.

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration. Dès réception du permis de construire, il lui en transmet copie et procède à l'affichage réglementaire sur le terrain. Il veille à son affichage en mairie.

Lorsque l'opération nécessite l'obtention d'autres autorisations administratives (telles que par exemple demande de permis de démolir, autorisations spécifiques pour lignes aériennes, enseignes, etc.), le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage, pendant toute la durée de leur instruction, pour effectuer les démarches nécessaires et constituer les dossiers correspondants.

Le dossier de **PC complet** doit être remis à la disposition du maître de l'ouvrage au plus tard à la validation du maître d'ouvrage.

4.2.3.2 – Les dossiers d'autorisation

La mission comprend toutes les prestations utiles à l'obtention des différentes autorisations du projet auquel le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de maître d'ouvrage sera soumis en application des dispositions des codes de l'urbanisme, de l'environnement et de l'expropriation notamment.

En application de ces différentes législations applicables au projet (ex : étude d'impact environnementale, loi sur l'eau, ICPE, etc...), la mission pourra consister notamment :

- À constituer les dossiers nécessaires avec l'ensemble des pièces écrites et graphiques nécessaires,
- À assister le Maître d'ouvrage dans ses relations et discussions avec les services instructeurs et organismes publics concernés,
- À mettre à jour des dossiers après retour des services instructeurs.

La maîtrise d'œuvre produira tout document complémentaire ou spécifique qui serait requis par l'Administration ou tout service ou organisme spécialisé. Elle assurera le suivi de l'instruction de ces dossiers auprès des différents organismes ou services spécialisés.

En cas de refus ou de retrait du Permis de Construire pour motif tiré de la méconnaissance des dispositions architecturales, techniques, de sécurité, de construction et d'implantation et plus généralement de toute réglementation sanctionnée par le Permis de Construire, comme en cas de recours en annulation faisant apparaître une illégalité manifeste du permis accordé ou de sursis à exécution, la maîtrise d'œuvre sera tenue d'établir une nouvelle demande de Permis de Construire et de reprendre le cas échéant ses études, dans la mesure nécessaire, sans pouvoir prétendre à une rémunération supplémentaire. Les reprises d'études lui seront réglées si l'illégalité affectant le permis est imputable à une décision du Maître de l'Ouvrage dûment informé.

Il en sera de même en cas de refus de toute autre demande administrative nécessaire. S'il y a lieu à règlement et reprises d'études, les parties s'accorderont sur une rémunération forfaitaire déterminée conformément aux usages, relativement à l'importance des reprises d'études, à la circonstance que celles-ci ne sont qu'un accessoire des prestations principales, et aux modalités de rémunération de ces dernières.

En aucun cas, la maîtrise d'œuvre ne pourra arguer du défaut d'accord sur le forfait supplémentaire pour différer l'exécution de ces reprises d'études.

4.3 – Etudes de Projet (PRO)

4.3.1- Description non exhaustive

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant des autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

- Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que les conditions de leur mise en œuvre ;
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
- Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;
- Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- Établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant métré ;
- Prendre en compte les observations du maître d'ouvrage et des prestataires intellectuels (CT, CSPS) durant les phases précédentes. A cet effet, le groupement de maîtrise d'œuvre tiendra à jour un document de suivi mentionnant de date de formulation de l'observation, son intitulé, et sa date de traitement ;
- Permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation ;
- Déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.

Liste des documents à remettre à minima au maître d'ouvrage

Documents graphiques :

- Note synthétisant les écarts avec le programme et les études d'AVP

- Formalisation graphique du projet sous forme de plans, coupes et élévations de l'ouvrage et de ses abords extérieurs
- Plans de structure
- Réservations importantes affectant les ouvrages de structure. Surcharges d'exploitation et charges à supporter par la structure pour les principaux ouvrages, besoins principaux en fluides
- En tant que de besoins, coupes de coordination spatiale pour l'implantation des réseaux de fluides
- Plans des dispositions générales de sécurité (compartimentage, dégagements, issues de secours, etc.)
- Plan de principe d'installation et d'accès de chantier
- Présentation du coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état et de l'avant-métré sur la base duquel il a été établi
- Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés par lots ou corps d'état, qui sera joint au DCE

Les pièces techniques élaborées par le titulaire comportent :

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les cadres de bordereaux de prix ;
- Les cadres de détails estimatifs permettant aux entreprises de les renseigner par les prix, pour former les détails estimatifs ou les décompositions du prix global forfaitaire. Ces cadres sont d'un niveau de précision suffisant pour permettre aux entreprises d'établir leur prix, ils comportent les quantités établies par le titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux (CPE), par lot le cas échéant ;
- Les pièces graphiques constituées des plans généraux et, le cas échéant, des plans propres à chacun des lots ; La reproduction des DCE remis aux entreprises est à la charge du maître de l'ouvrage. Les versions informatiques pour la dématérialisation sont à produire par le maître d'œuvre

Les études de projet sont présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

4.4 – Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT/DCE)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives, fournies par le maître d'ouvrage, assisté par la maîtrise d'œuvre, et techniques prévues au contrat, ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation. Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à l'entreprise générale ;
- Organiser et piloter les éventuelles visites du site par les candidats ;
- Analyser les offres des entreprises, s'il y a lieu les variantes à ces offres ; procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation ; analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux ;
- En cas de proposition de variante, le maître d'œuvre demandera tous les documents nécessaires à la vérification de la faisabilité de la proposition alternative, et validera les solutions techniques proposées ;
- Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage ;
- Assister le maître d'ouvrage pour tous les courriers de clôture de la procédure (réponses à des demandes de renseignements, de documents...).

Elaboration du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le DCE est élaboré en fonction des options prises par le maître d'ouvrage pour le mode de dévolution des marchés de travaux (entreprise générale, lots séparés, entreprises groupées). Il tient compte du niveau de conception choisi par le maître d'ouvrage pour lancer la consultation (APD, projet ou EXE).

Le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage des adaptations du CCAP (cahier des clauses administratives particulières), de l'acte d'engagement et du règlement de la consultation, fournis par le maître d'ouvrage, qui lui semblent nécessaires pour tenir compte des particularités de l'opération.

Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises, qu'il a élaborées ou qui ont été fournies par le maître d'ouvrage, les collecte et les regroupe dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) qui comprend ainsi :

- Les plans, pièces écrites et cadre de décomposition de prix global et forfaitaire (sans les quantités) établis par le maître d'œuvre
- Les éventuels autres documents produits soient par le maître d'ouvrage soit par les autres intervenants (notamment rapport initial du contrôleur technique, études de sondages des sols, diagnostics divers, prescriptions des concessionnaires, etc.).

Consultation des entreprises

- Proposition au maître d'ouvrage des critères de sélection et de qualification à insérer dans l'avis de publicité
- Le cas échéant, réponses aux questions posées par les entreprises suivant les modalités définies avec le maître d'ouvrage
- Etablissement d'un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres et, s'il y a lieu, de leurs variantes.

Le titulaire doit faire une analyse critique des offres des candidats en donnant sa position motivée, faisant apparaître, le cas échéant, les homogénéités ou hétérogénéités des chiffrages par rapport aux avant-métrés qu'il a réalisés. Le titulaire est également associé à l'acceptation des sous-traitants si celle-ci est demandée à l'appui de l'offre.

Le rapport d'analyse comportera au minimum les informations suivantes :

- Rappel des critères de jugement des offres ;
- Rappel des résultats de l'appel d'offres (solution de base) sous forme de tableau par ordre d'enregistrement des offres ;
- Vérification de l'ensemble des calculs et reports à l'intérieur du détail estimatif (ou de la DPGF) et de l'acte d'engagement ainsi que la cohérence entre ces pièces ;
- Vérification technique des solutions de base, point par point, sous forme de tableau à colonnes. Les points à examiner seront, au minimum, les points à définir par les entreprises dans le CCTP et le cas échéant dans

le complément au CCTP. Le tableau sera suivi d'un commentaire mentionnant :

- Pour chaque offre si son contenu est conforme au dossier de consultation des entreprises (caractéristiques des principaux produits, schéma organisationnel du plan d'assurance qualité, mémoire justificatif, etc.)
 - La comparaison de la qualité des solutions proposées par les candidats ainsi qu'un classement qualitatif, justifié de manière aussi précise que possible ;
 - L'examen des variantes et/ou options sur les plans financiers et techniques ;
 - Une synthèse de chaque offre et une proposition de classement au regard des critères en faisant ressortir la solution préconisée (solution de base, ou variante, options à retenir) ;
- Proposition d'une liste d'entreprises susceptibles d'être retenues (offres économiquement les plus avantageuses).
 - Participation aux réunions de sélection et le cas échéant de négociation

Négociations avec les entreprises

Le maître d'œuvre assiste la MOA dans les éventuelles séances de négociations avec les différentes entreprises des différents lots.

Mise au point des marchés de travaux

Le maître d'œuvre met au point les pièces constitutives du marché en vue de sa signature par le maître d'ouvrage et l'entrepreneur.

4.5 – Visa des études d'exécution (VISA)

Description non exhaustive :

Le Maître d'œuvre s'assure que les documents que les entreprises ont établis respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa. Cet examen de conformité au projet comporte la détection des anomalies, normalement décelables par un homme de l'art.

Par le visa, il s'agit de vérifier :

- La conformité aux hypothèses du marché de travaux :

- Charge,
 - Performances
 - Descriptions fonctionnelles des ouvrages
 - Méthodes de calcul.
 - Le respect des règles de l'art
- La conformité aux enveloppes (et/ou volumes utiles) définies par le marché de travaux ;
 - La conformité aux caractéristiques et spécifications des matériaux, matériels et système du marché de travaux ;
 - La conformité des modes de fonctionnement des équipements techniques ;
 - Que l'entreprise ait bien effectué les calculs nécessaires au dimensionnement et qu'elle en a tenu compte dans l'établissement de ses plans ;
 - Que ces calculs ont été effectués selon un processus correct et agréé et que les ordres de grandeur des résultats ne sont pas erronés ;
 - La conformité à toutes autres prescriptions et spécifications du marché de travaux, par exemple en matière de phasage de travaux, de maintien en fonctionnement des existants, etc.

Prestations incluses :

- Examen de la conformité des plans et documents d'exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par la maîtrise d'œuvre
- Établissement d'un état récapitulatif d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution
- Examen et approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans le CCTP des marchés de travaux
- Arbitrages techniques et architecturaux relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par les entrepreneurs
- Examen des tableaux de gestion des documents d'exécution à établir par l'OPC ou les entrepreneurs
- Examen des tableaux de gestion des choix de matériels et matériaux à établir par l'OPC ou les entrepreneurs
- Contrôle de cohérence inter-maîtrise d'œuvre.

4.6 – Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)

Description non exhaustive.

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradictions normalement décelables par un homme de l'art ;
- S'assurer de la validation préalable de la maîtrise d'ouvrage sur toute question nécessitant arbitrage (travaux modificatifs, sélection des échantillons...);
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- Délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- Organiser, animer et tracer les réunions de suivi de chantier, a minima hebdomadaires. A cet effet, le maître de l'ouvrage est libre de convoquer tout membre du groupement de maîtrise d'œuvre ;
- Prendre en compte les observations du maître d'ouvrage et des prestataires intellectuels (CT, CSPS) durant les phases précédentes. A cet effet, le groupement de maîtrise d'œuvre tiendra à jour un document de suivi mentionnant de date de formulation de l'observation, son intitulé, et sa date de traitement ;
- Informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentées par le ou les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes ; vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général ;
- Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.

Tâches à effectuer :

- Direction des travaux :
 - Organisation et direction des réunions de chantier
 - Établissement et diffusion des comptes-rendus de réunions de chantier
 - Suivi des travaux et formalisation de tous documents nécessaires au suivi (OS, avenants, ...)
 - Rédactions des constats contradictoires de résiliation de contrat,
 - Établissement des ordres de service et rédaction des avenants
 - État d'avancement général des travaux à partir du planning général

- Information du maître d'ouvrage : avancement, dépenses et évolutions notables
- Contrôle de la conformité de la réalisation :
 - Examen des documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats
 - Conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats Etablissement de comptes-rendus d'observation
 - Synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage
- Gestion financière :
 - Vérification des décomptes mensuels et finaux. Etablissement des états d'acompte ;
 - Établissement des états d'acompte ;
 - Examen des devis de travaux complémentaires ;
 - Examen des devis de travaux complémentaires par la fourniture d'un rapport d'analyse reprenant les prévisions du CCTP, l'origine de la demande, la justification des prix ;
 - Examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final ;
 - Établissement des décomptes généraux et des décomptes de liquidation.

La présente mission comprend les prestations nécessaires au remplacement d'une entreprise défaillante (constat contradictoire, consultation des entreprises, choix d'une autre entreprise).

En cas de présentation d'un mémoire en réclamation le Maître d'œuvre examine la demande et communique au Maître d'ouvrage :

- Un rapport d'analyse circonstancié, argumenté, et accompagné des pièces justificatives ;
- En annexe 1 et 2, l'ensemble des pièces susceptibles d'appuyer et de justifier la position du Maître d'ouvrage.

4.7 – Assistance aux opérations de réception (AOR)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- De fournir au maître d'ouvrage un audit de conformité des travaux réalisés vis-à-vis des CCTP ;
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ;
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mise en œuvre ;
- D'assister le maître d'ouvrage dans le traitement des mémoires en réclamation.

Prestations confiées et documents à remettre au maître d'ouvrage

- Au cours des opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre :
 - Valide par sondage les performances des installations
 - Organise les réunions de contrôle de conformité
 - Établit par corps d'état ou par lot la liste des réserves
 - Propose au maître d'ouvrage la réception.
- Etat des réserves et suivi :
 - Le maître d'œuvre s'assure de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis.
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE) :
 - Le maître d'œuvre constitue le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir du dossier de conception générale du maître d'œuvre, des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur ainsi que des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre ;
 - Le maître d'œuvre fournit au Maître de l'ouvrage un audit de conformité des travaux réalisés vis-à-vis du C.C.T.P.
- Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le maître d'ouvrage et met en œuvre les mesures nécessaires pour les corriger, y compris en cas de prolongation de la garantie.

A ce titre, le maître d'œuvre, mène, notamment, les actions suivantes :

- Fournit au Maître d'ouvrage une fiche de constatation de désordre ;
- Établit un relevé trimestriel de suivi de garantie
- Rédige les PV de fin de garantie

Ce suivi comprend notamment la relance des entreprises puis le constat sur site de la levée des réserves ou des désordres constatés en cours de garantie.

- En cas de présentation d'un mémoire en réclamation, le maître d'œuvre examine la demande et communique au maître d'ouvrage :
 - Un rapport d'analyse circonstancié ;
 - En annexe 1 et 2, l'ensemble des pièces susceptibles d'appuyer et de justifier la position du Maître d'ouvrage.

Article 5. – Attentes environnementales

Le traitement et l'évacuation des déchets amiantés feront l'objet de prescriptions rigoureuses dans le cadre du chantier. L'attention sera portée sur le tri, la valorisation et l'impact environnemental global du chantier, même si l'opération n'est pas engagée dans une démarche de certification environnementale.